

## LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

### SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

F. 2009 — 1442 [C — 2009/03158]

**1<sup>er</sup> AVRIL 2009. — Loi visant  
à modifier le Code de la taxe sur la valeur ajoutée (1)**

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

**Art. 2.** La présente loi transpose l'article 2, paragraphe 3, de la Directive 2006/112/CE du Conseil du 28 novembre 2006 relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée.

**Art. 3.** Dans l'article 1<sup>er</sup>, § 6, du Code de la taxe sur la valeur ajoutée, le 4<sup>o</sup>, inséré par la loi du 28 décembre 1992, est remplacé par ce qui suit :

« 4<sup>o</sup> « produits soumis à accise » : les produits énergétiques, l'alcool et les boissons alcooliques et les tabacs manufacturés tels que définis par les dispositions communautaires en vigueur, à l'exception du gaz fourni par le système de distribution de gaz naturel et de l'électricité. »

Donné à Bruxelles, le 1<sup>er</sup> avril 2009.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,  
D. REYNDERS

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,  
S. DE CLERCK

Notes

(1) *Session 2008-2009.*

Chambre des représentants :

*Documents.* Projet de loi, 52-1469 — N<sup>o</sup> 1. — Rapport, 52-1469 — N<sup>o</sup> 2. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, 52-1469 — N<sup>o</sup> 3.

*Compte rendu intégral* : 12 mars 2009.

Sénat.

*Documents.* — Projet non évoqué par le Sénat, 4-1219 — N<sup>o</sup> 1.

### SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

F. 2009 — 1443 [C — 2009/03152]

**23 MARS 2009. — Arrêté royal modifiant diverses dispositions relatives à la communication d'informations périodiques et au contrôle révisoral**

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté que j'ai l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté modifie certaines dispositions relatives au contrôle révisoral et aux informations périodiques, dans l'arrêté royal du 12 août 1994 relatif au contrôle sur base consolidée des établissements de crédit, des entreprises d'investissement et des sociétés de gestion d'organismes de placement collectif, l'arrêté royal du 20 décembre 1995 relatif aux entreprises d'investissement étrangères, l'arrêté royal du 26 septembre 2005 relatif au statut des organismes de liquidation et des organismes assimilés à des organismes de liquidation, et l'arrêté royal du 21 novembre 2005 organisant la surveillance complémentaire des

### FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

N. 2009 — 1442 [C — 2009/03158]

**1 APRIL 2009. — Wet tot wijziging  
van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde (1)**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

**Art. 2.** Deze wet voorziet in de omzetting van artikel 2, lid 3, van de Richtlijn 2006/112/EG van de Raad van 28 november 2006 betreffende het gemeenschappelijk stelsel van belasting over de toegevoegde waarde.

**Art. 3.** In artikel 1, § 6, van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde wordt de bepaling onder 4<sup>o</sup>, ingevoegd bij de wet van 28 december 1992, vervangen als volgt :

« 4<sup>o</sup> « accijnsproducten » : energieproducten, alcohol en alcoholhoudende dranken en tabaksfabrikaten, zoals omschreven in de vigerende communautaire bepalingen, met uitzondering van gas dat via het aardgasdistributiesysteem wordt geleverd en elektriciteit. »

Gegeven te Brussel, 1 april 2009.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,  
D. REYNDERS

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,  
S. DE CLERCK

Nota's

(1) *Zitting 2008-2009.*

Kamer van volksvertegenwoordigers :

*Stukken.* — Wetsontwerp, 52-1469 — Nr. 1. — Verslag, 52-1469 — Nr. 2. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, 52-1469 — Nr. 3.

*Integraal verslag* : 12 maart 2009.

Senaat.

*Stukken.* — Ontwerp niet geëvoceerd door de Senaat, 4-1219 — Nr. 1.

### FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

N. 2009 — 1443 [C — 2009/03152]

**23 MAART 2009. — Koninklijk besluit tot wijziging van verscheidene bepalingen betreffende periodieke informatieverstrekking en revisoraal toezicht**

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het besluit dat ik de eer heb aan Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen, wijzigt sommige bepalingen inzake revisorale toezicht en periodieke staten in het koninklijk besluit van 12 augustus 1994 over het toezicht op geconsolideerde basis op kredietinstellingen, beleggingsondernemingen en beheervennootschappen van instellingen voor collectieve belegging, in het koninklijk besluit van 20 december 1995 betreffende de buitenlandse beleggingsondernemingen, in het koninklijk besluit van 26 september 2005 houdende het statuut van de vereffeningsinstellingen en de met vereffeningsinstellingen gelijkgestelde instellingen, en in het koninklijk besluit van 21 november 2005

établissements de crédit, des entreprises d'assurances, des entreprises d'investissement et des sociétés de gestion d'organismes de placement collectif, faisant partie d'un groupe de services financiers, et modifiant l'arrêté royal du 22 février 1991 portant règlement général relatif au contrôle des entreprises d'assurances et l'arrêté royal du 12 août 1994 relatif au contrôle sur base consolidée des établissements de crédit.

En ce qui concerne le contrôle révisoral, la loi du 16 février 2009 relative à la réassurance apporte certaines modifications à l'article 55 de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit, ainsi qu'aux autres lois de contrôle sectorielles, quant à l'étendue de la mission du réviseur.

Dans un but d'harmonisation, il importe de transposer ces modifications aux statuts précités, réglés par arrêté royal.

Il convient en outre, dans le même souci d'harmonisation des statuts, de compléter les règles relatives au contrôle des compagnies financières et celles relatives à la surveillance complémentaire des groupes financiers mixtes en y intégrant une référence expresse à la communication d'informations périodiques par les dirigeants effectifs, par analogie avec l'article 44, alinéa 2, de la loi du 22 mars 1993 précitée, inséré par la loi du 15 mai 2007, et avec les articles correspondants des autres lois de contrôle. Cette adaptation vise à assurer la cohérence des règles régissant les différents statuts. Il n'y a en effet aucune raison que les dirigeants effectifs de compagnies financières, en ce qui concerne la situation consolidée, et ceux de compagnies financières mixtes ne procèdent pas à une déclaration concernant les états périodiques. La mission de confirmation du commissaire agréé repose en outre partiellement sur cette déclaration. L'arrêté royal du 26 septembre 2005 relatif au statut des organismes de liquidation et des organismes assimilés à des organismes de liquidation, ainsi que l'arrêté royal du 20 décembre 1995 relatif aux entreprises d'investissement étrangères prévoient déjà de telles dispositions.

Enfin, le présent projet d'arrêté royal apporte un certain nombre de modifications techniques aux statuts précités.

#### Commentaire des articles

##### Article 1<sup>er</sup>

L'article 1<sup>er</sup> opère une modification purement technique dont l'objectif est d'adapter la définition de la notion d'entreprise d'investissement figurant à l'article 1<sup>er</sup>, 9<sup>o</sup>, de l'arrêté royal du 12 août 1994 relatif au contrôle consolidé, afin de la mettre en conformité avec l'article 53 de la loi du 6 avril 1995 relative au statut et au contrôle des entreprises d'investissement.

##### Art. 2

Cet article instaure dans le chef des dirigeants effectifs d'une compagnie financière l'obligation expresse d'adresser à la Commission bancaire, financière et des Assurances une déclaration portant sur les états périodiques. Cette obligation est analogue à celle prévue à l'article 44, alinéa 2, de la loi du 22 mars 1993 précitée et dans les autres lois de contrôle. La mission de confirmation qui incombe au commissaire agréé en vertu de l'article 7, § 2, 2<sup>o</sup>, en projet de l'arrêté royal du 12 août 1994 dont le commentaire figure ci-dessous, repose en effet partiellement sur la déclaration de la direction effective concernant les états périodiques.

##### Art. 3

L'article 3 procède tout d'abord à une adaptation technique dans l'article 7, § 2, 1<sup>o</sup>, de l'arrêté royal du 12 août 1994, afin de mettre la formulation du texte français en concordance avec celle de l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, et de l'article 4, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du même arrêté. Le texte néerlandais de ces articles est déjà entièrement concordant.

Cet article précise ensuite les règles relatives au contrôle consolidé des compagnies financières, en appliquant les mêmes principes que ceux qui sous-tendent l'article 55, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de la loi du 22 mars 1993, tel que modifié par la loi du 16 février 2009 relative à la réassurance. En ce qui concerne les états périodiques transmis à la Commission bancaire, financière et des Assurances à la fin du premier semestre social, l'article 7, § 2, 2<sup>o</sup>, a), nouveau précise que les réviseurs agréés doivent notamment faire rapport sur les résultats de l'examen limité des états périodiques arrêtés en fin de semestre. Un examen limité est une procédure de vérification qui a pour but de permettre au réviseur de faire rapport sur ses travaux lorsque la nature de sa mission n'exige pas un contrôle plénier.

over het aanvullend groepstoezicht op kredietinstellingen, verzekeringsondernemingen, beleggingsondernemingen en beheervennootschappen van instellingen voor collectieve belegging in een financiële dienstengroep, en tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 februari 1991 houdende het algemeen reglement betreffende de controle op de verzekeringsondernemingen en het koninklijk besluit van 12 augustus 1994 over het toezicht op geconsolideerde basis op kredietinstellingen.

Voor het revisoraal toezicht, wijzigt de wet van 16 februari 2009 op het herverzekeringsbedrijf artikel 55 van de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen, alsook de andere sectorale controlewetten, wat betreft de omvang van de opdracht van de revisor.

Met het oog op harmonisatie moeten deze wijzigingen worden doorgevoerd in de voormelde statuten die bij koninklijk besluit zijn geregeld.

Daarnaast, en tevens met het oog op een harmonisatie van de statuten, dienen de regels inzake toezicht op financiële holdings en aanvullend toezicht op gemengde financiële groepen te worden vervolledigd met een uitdrukkelijke verwijzing naar de periodieke informatieverstrekking door de effectieve leiders, naar analogie met artikel 44, tweede lid, van voormelde wet van 22 maart 1993, ingevoegd bij de wet van 15 mei 2007, en met de overeenkomstige artikelen in de andere toezichtwetten. Dit komt de coherentie met de andere statuten ten goede. Er is namelijk geen reden voorhanden waarom de effectieve leiders van financiële holdings, wat de geconsolideerde positie betreft, en van gemengde financiële holdings geen verklaring met betrekking tot de periodieke staten zouden moeten afleggen. Bovendien steunt de bevestigingsopdracht van de erkende commissaris ten dele op dergelijke verklaring. Het koninklijk besluit van 26 september 2005 houdende het statuut van de vereffeninginstellingen en de met vereffeninginstellingen gelijkgestelde instellingen, alsook het koninklijk besluit van 20 december 1995 betreffende de buitenlandse beleggingsondernemingen bevatten reeds dergelijke bepalingen.

Tenslotte bevat het voorliggend ontwerp van koninklijk besluit een aantal technische wijzigingen van voormelde statuten.

#### Artikelgewijze bespreking

##### Artikel 1

Artikel 1 voert een louter technische wijziging in door de omschrijving van het begrip 'beleggingsonderneming' in artikel 1, 9<sup>o</sup>, van het koninklijk besluit van 12 augustus 1994 over het geconsolideerd toezicht in overeenstemming te brengen met artikel 53 van de wet van 6 april 1995 inzake het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen.

##### Art. 2

Dit artikel voert een uitdrukkelijke verplichting in voor de effectieve leiders van een financiële holding om aan de Commissie voor het Bank-, Financier- en Assurantiewezen een verklaring af te leggen over de periodieke staten. Deze verplichting is analoog met deze voorzien in artikel 44, tweede lid van voornoemde wet van 22 maart 1993 en in de andere toezichtwetten. De bevestigingsopdracht van de erkende commissaris krachtens het artikel 7, § 2, 2<sup>o</sup>, in ontwerp van het koninklijk besluit van 12 augustus 1994, dat verderop wordt besproken, steunt namelijk ten dele op de verklaring van de effectieve leiding over de periodieke staten.

##### Art. 3

Vooreerst brengt artikel 3 een technische aanpassing aan in artikel 7, § 2, 1<sup>o</sup>, van het koninklijk besluit van 12 augustus 1994, door in de Franse tekst de bewoording aan te passen aan die van artikel 3, § 1, tweede lid, en van artikel 4, § 1, tweede lid van hetzelfde besluit. De Nederlandse tekst van die artikelen is reeds volkomen gelijklopend.

Daarnaast verduidelijkt dit artikel de regels inzake het geconsolideerd toezicht op financiële holdings volgens de zelfde beginselen die ten grondslag liggen aan artikel 55, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wet van 22 maart 1993, zoals gewijzigd door de wet van 16 februari 2009 op het herverzekeringsbedrijf. Voor wat betreft de periodieke staten die aan de Commissie voor het Bank-, Financier- en Assurantiewezen worden bezorgd aan het einde van het eerste halfjaar, vermeldt het nieuw artikel 7, § 2, 2<sup>o</sup>, a), dat de erkende revisoren onder meer verslag dienen uit te brengen over de resultaten van het beperkt nazicht van de periodieke staten per einde halfjaar. Een beperkt nazicht is een onderzoeksprocedure die tot doel heeft om verslag uit te brengen van de werkzaamheden wanneer geen volkomen controle vereist is.

En ce qui concerne les états périodiques transmis à la Commission bancaire, financière et des Assurances à la fin de l'exercice social, l'article 7, § 2, 2<sup>o</sup>, b), nouveau précise que les réviseurs agréés doivent notamment faire rapport sur les résultats du contrôle des états périodiques arrêtés en fin d'exercice. Le rapport d'audit demandé doit être établi selon les règles d'un contrôle plénier effectué pour des comptes consolidés.

Il résulte de ce qui précède qu'il reviendra à l'Institut des Réviseurs d'Entreprises d'élaborer une norme spécifique concernant la mission de collaboration des réviseurs agréés. Cette norme devra accorder une attention particulière à la formulation de l'opinion du réviseur agréé en ce qui concerne notamment le respect des instructions de la Commission bancaire, financière et des Assurances relatives à l'établissement des états périodiques et l'évaluation des mesures de contrôle interne. A cet égard, l'on se reportera utilement à la norme internationale d'audit et d'assurance ISRE 2410 - *Review of interim financial information performed by the independent auditor of the entity* en ce qui concerne les états périodiques transmis à la Commission bancaire, financière et des Assurances à la fin du premier semestre social, ainsi qu'à la norme ISA 800 - *The independent auditor's report on special purpose audit engagements* en ce qui concerne les états périodiques transmis à la fin de l'exercice social. Pour ce qui est de l'évaluation des mesures de contrôle interne, l'on se reportera utilement à la norme internationale ISAE 3000 - *Assurance engagements other than audits or reviews of historical financial information*.

## Art. 4

Cet article précise les règles relatives au contrôle révisoral qui s'appliquent aux succursales établies en Belgique d'entreprises d'investissement relevant du droit d'un autre Etat membre de l'Espace économique européen, en suivant les mêmes principes que ceux adoptés pour le contrôle consolidé des compagnies financières. L'on se reportera dès lors au commentaire afférent à l'article 3 du présent projet d'arrêté royal.

## Art. 5

Cet article précise les règles relatives au contrôle révisoral qui s'appliquent aux organismes de liquidation et aux organismes assimilés à des organismes de liquidation, en suivant les mêmes principes que ceux adoptés pour le contrôle consolidé des compagnies financières. L'on se reportera dès lors au commentaire afférent à l'article 3 du présent projet d'arrêté royal.

## Art. 6

L'article 6 opère une modification purement technique dont l'objectif est de mettre la définition de la loi concernant les entreprises d'investissement en conformité avec le nouvel intitulé de la loi du 6 avril 1995 relative au statut et au contrôle des entreprises d'investissement, tel que modifié par l'arrêté royal du 27 avril 2007.

## Art. 7

Cet article instaure dans le chef des dirigeants effectifs d'une compagnie financière mixte l'obligation expresse d'adresser à la Commission bancaire, financière et des Assurances une déclaration portant sur les états périodiques. L'on se reportera pour cet article au commentaire afférent à l'article 2, lequel introduit un régime analogue pour le contrôle consolidé des compagnies financières.

## Art. 8

Cet article précise les règles relatives à la surveillance complémentaire des compagnies financières mixtes. L'on se reportera pour cet article au commentaire afférent à l'article 3, lequel instaure un régime analogue pour le contrôle consolidé des compagnies financières.

La modification apportée à l'article 16, § 2, alinéa 2, constitue une adaptation purement formelle.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,  
de Votre Majesté,  
le très respectueux  
et très fidèle serviteur,  
Le Ministre des Finances,  
D. REYNDEERS

Voor wat betreft de periodieke staten die aan de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen worden bezorgd aan het einde van het boekjaar, vermeldt het nieuw artikel 7, § 2, 2<sup>o</sup>, b) dat de erkende revisoren onder meer verslag dienen uit te brengen over de resultaten van de volkomen controle van de periodieke staten per einde van het boekjaar. De gevraagde controleverklaring dient te gebeuren volgens de regels van een volkomen controle voor een geconsolideerde jaarrekening.

Het voorgaande betekent dat het Instituut der Bedrijfsrevisoren een specifieke norm dient uit te werken inzake de medewerkingsopdracht van de erkende revisoren. Deze norm dient in het bijzonder aandacht te geven aan de formulering van het oordeel van de erkende revisor inzake onder meer de naleving van de richtlijnen van de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen bij de opstelling van de periodieke staten en de beoordeling van de interne controlemaatregelen. In dit verband kan nuttig worden verwezen naar de internationale audit- en assurantienorm ISRE 2410 - *Review of interim financial information performed by the independent auditor of the entity* voor wat betreft de periodieke staten die aan de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen worden bezorgd aan het einde van het eerste halfjaar en naar de norm ISA 800 - *The independent auditor's report on special purpose audit engagements* voor wat betreft de periodieke staten per einde boekjaar. Voor wat betreft de beoordeling van de interne controlemaatregelen kan nuttig worden verwezen naar de internationale norm ISAE 3000 - *Assurance engagements other than audits or reviews of historical financial information*.

## Art. 4

Dit artikel verduidelijkt de regels inzake revisoraal toezicht voor bijkantoren in België van beleggingsondernemingen die onder het recht van een andere Lidstaat van de Europese Economische Ruimte ressorteren, volgens dezelfde principes als voor het geconsolideerd toezicht op financiële holdings. Hiervoor wordt dan ook verwezen naar de bespreking van artikel 3 van voorliggend ontwerp van koninklijk besluit.

## Art. 5

Dit artikel verduidelijkt de regels inzake revisoraal toezicht voor vereffeningsinstellingen en met vereffeningsinstellingen gelijkgestelde instellingen volgens dezelfde principes als voor het geconsolideerd toezicht op financiële holdings. Hiervoor wordt dan ook verwezen naar de bespreking van artikel 3 van voorliggend ontwerp van koninklijk besluit.

## Art. 6

Artikel 6 voert een louter technische wijziging in door de omschrijving van de wet op de beleggingsondernemingen in overeenstemming te brengen met het nieuw opschrift van de wet van 6 april 1995 inzake het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit van 27 april 2007.

## Art. 7

Dit artikel voert een uitdrukkelijke verplichting in voor de effectieve leiders van een gemengde financiële holding om aan de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen een verklaring af te leggen over de periodieke staten. Voor dit artikel wordt verwezen naar de bespreking van artikel 2 die een analoge regeling invoert inzake geconsolideerd toezicht op financiële holdings.

## Art. 8

Dit artikel verduidelijkt de regels inzake aanvullend groepstoezicht op gemengde financiële holdings. Voor dit artikel wordt verwezen naar de bespreking van artikel 3 die een analoge regeling invoert voor geconsolideerd toezicht op financiële holdings.

De wijziging aangebracht aan artikel 16, § 2, tweede lid, betreft een louter vormelijke aanpassing.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,  
van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige  
en zeer getrouwe dienaar,  
De Minister van Financiën,  
D. REYNDEERS

**23 MARS 2009. — Arrêté royal du 23 mars 2009 modifiant diverses dispositions relatives à la communication d'informations périodiques et au contrôle révisoral**

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 16 février 2009 relative à la réassurance;

Vu la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances, notamment l'article 91*octies decies*, inséré par la loi du 20 juin 2005;

Vu la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit, notamment l'article 44, alinéa 2, inséré par la loi du 15 mai 2007, l'article 49, § 4, modifié par la loi du 15 mai 2007, l'article 49*bis*, modifié par les lois des 20 juin 2005 et 15 mai 2007, et l'article 55, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, remplacé par la loi du 16 février 2009 relative à la réassurance;

Vu la loi du 6 avril 1995 relative au statut et au contrôle des entreprises d'investissement, notamment l'article 95, § 4, modifié par la loi du 15 mai 2007, l'article 95*bis*, modifié par les lois des 20 juin 2005 et 15 mai 2007, et les articles 110 et 111;

Vu la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, notamment l'article 23, complété par la loi du 6 décembre 2004 et la loi du 15 décembre 2004;

Vu la loi du 20 juillet 2004 relative à certaines formes de gestion collective de portefeuilles d'investissement, notamment l'article 189, § 4, modifié par la loi du 15 mai 2007;

Vu l'arrêté royal du 12 août 1994 relatif au contrôle sur base consolidée des établissements de crédit, des entreprises d'investissement et des sociétés de gestion d'organismes de placement collectif;

Vu l'arrêté royal du 20 décembre 1995 relatif aux entreprises d'investissement étrangères;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 2005 relatif au statut des organismes de liquidation et des organismes assimilés à des organismes de liquidation;

Vu l'arrêté royal du 21 novembre 2005 organisant la surveillance complémentaire des établissements de crédit, des entreprises d'assurances, des entreprises d'investissement et des sociétés de gestion d'organismes de placement collectif, faisant partie d'un groupe de services financiers, et modifiant l'arrêté royal du 22 février 1991 portant règlement général relatif au contrôle des entreprises d'assurances et l'arrêté royal du 12 août 1994 relatif au contrôle sur base consolidée des établissements de crédit;

Vu l'avis de la Commission bancaire, financière et des Assurances, rendu le 2 septembre 2008, en application des articles 110 et 111 de la loi du 6 avril 1995 précitée, et de l'article 23, §§ 2 et 7 de la loi du 2 août 2002 précitée;

Vu l'avis de la Banque Nationale de Belgique, rendu le 16 janvier 2009, en application de l'article 23, §§ 2 et 7, de la loi du 2 août 2002 précitée;

Vu l'avis 44.882/2/V du Conseil d'Etat, donné le 5 août 2008, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

**23 MAART 2009. — Koninklijk besluit van 23 maart 2009 tot wijziging van verscheidene bepalingen betreffende periodieke informatieverstrekking en revisoraal toezicht**

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 16 februari 2009 op het herverzekeringsbedrijf;

Gelet op de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen, inzonderheid op artikel 91*octies decies*, ingevoerd bij de wet van 20 juni 2005;

Gelet op de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen, inzonderheid op artikel 44, tweede lid, ingevoegd bij de wet van 15 mei 2007, op artikel 49, § 4, gewijzigd bij de wet van 15 mei 2007, op artikel 49*bis*, gewijzigd bij de wetten van 20 juni 2005 en 15 mei 2007, en op artikel 55, eerste lid, 2<sup>o</sup>, vervangen door de wet van 16 februari 2009 op het herverzekeringsbedrijf;

Gelet op de wet van 6 april 1995 inzake het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, inzonderheid op artikel 95, § 4, gewijzigd bij de wet van 15 mei 2007, op artikel 95*bis*, gewijzigd bij de wetten van 20 juni 2005 en 15 mei 2007, en op de artikelen 110 en 111;

Gelet op de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten, inzonderheid op artikel 23, aangevuld bij de wet van 6 december 2004 en bij de wet van 15 december 2004;

Gelet op de wet van 20 juli 2004 betreffende bepaalde vormen van collectief beheer van beleggingsportefeuilles, inzonderheid op artikel 189, § 4, gewijzigd bij de wet van 15 mei 2007;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 augustus 1994 over het toezicht op geconsolideerde basis op kredietinstellingen, beleggingsondernemingen en beheervenootschappen van instellingen voor collectieve belegging;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 december 1995 betreffende de buitenlandse beleggingsondernemingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 2005 houdende het statuut van de vereffeningsinstellingen en de met vereffeningsinstellingen gelijkgestelde instellingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 november 2005 over het aanvullend groepstoezicht op kredietinstellingen verzekeringsondernemingen, beleggingsondernemingen en beheervenootschappen van instellingen voor collectieve belegging in een financiële dienstengroep, en tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 februari 1991 houdende het algemeen reglement betreffende de controle op de verzekeringsondernemingen en het koninklijk besluit van 12 augustus 1994 over het toezicht op geconsolideerde basis op kredietinstellingen;

Gelet op het advies van de Commissie voor het Bank-, Financier- en Assurantiewezen, gegeven op 2 september 2008, met toepassing van de artikelen 110 en 111 van voormelde wet van 6 april 1995, en van artikel 23, §§ 2 en 7 van voormelde wet van 2 augustus 2002;

Gelet op het advies van de Nationale Bank van België, gegeven op 16 januari 2009, met toepassing van artikel 23, §§ 2 en 7 van voormelde wet van 2 augustus 2002;

Gelet op advies 44.882/2/V van de Raad van State, gegeven op 5 augustus 2008, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;



Sur la proposition du Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Modifications de l'arrêté royal du 12 août 1994 relatif au contrôle sur base consolidée des établissements de crédit, des entreprises d'investissement et des sociétés de gestion d'organismes de placement collectif*

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 1<sup>er</sup>, 9°, de l'arrêté royal du 12 août 1994 relatif au contrôle sur base consolidée des établissements de crédit, des entreprises d'investissement et des sociétés de gestion d'organismes de placement collectif, remplacé par l'arrêté royal du 29 octobre 2007, les mots " , de société de gestion de fortune ou de société de placement d'ordres en instruments financiers " sont remplacés par les mots "ou de société de gestion de portefeuille et de conseil en investissement".

**Art. 2.** L'article 6 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 21 novembre 2005 et 29 octobre 2007, est complété par un paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. La direction effective de la compagnie financière, le cas échéant le comité de direction, déclare à la Commission que les états précités qui lui sont transmis par la compagnie financière pour sa situation consolidée à la fin du premier semestre social et à la fin de l'exercice social, sont conformes à la comptabilité et aux inventaires. Il est à cet effet requis que ces états soient complets, c'est-à-dire qu'ils mentionnent toutes les données figurant dans la comptabilité et dans les inventaires sur la base desquels ils sont établis, et qu'ils soient corrects, c'est-à-dire qu'ils concordent exactement avec la comptabilité et avec les inventaires sur la base desquels ils sont établis. La direction effective confirme avoir fait le nécessaire pour que les états précités soient établis selon les instructions en vigueur de la Commission, ainsi que par application des règles de comptabilisation et d'évaluation présidant à l'établissement des comptes consolidés, ou, s'agissant des états qui ne se rapportent pas à la fin de l'exercice, par application des règles de comptabilisation et d'évaluation qui ont présidé à l'établissement des comptes consolidés afférents au dernier exercice. »

**Art. 3.** A l'article 7, § 2, du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 29 octobre 2007, sont apportées les modifications suivantes :

a) dans le texte français du 1°, les mots "adoptées conformément" sont remplacés par les mots "telles que visées";

b) le 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° ils font rapport à la Commission sur :

a) les résultats de l'examen limité des états transmis par la compagnie financière à la Commission pour sa situation consolidée à la fin du premier semestre social, confirmant qu'ils n'ont pas connaissance de faits dont il apparaîtrait que ces états n'ont pas, sous tous égards significativement importants, été établis selon les instructions en vigueur de la Commission. Ils confirment en outre que ces états arrêtés en fin de semestre sont, pour ce qui est des données comptables, sous tous égards significativement importants, conformes à la comptabilité et aux inventaires, en ce sens qu'ils sont complets, c'est-à-dire qu'ils mentionnent toutes les données figurant dans la comptabilité et dans les inventaires sur la base desquels ils sont établis, et qu'ils sont corrects, c'est-à-dire qu'ils concordent exactement avec la comptabilité et avec les inventaires sur la base desquels ils sont établis; ils confirment également n'avoir pas connaissance de faits dont il apparaîtrait que ces états arrêtés en fin de semestre n'ont pas été établis par application des règles de comptabilisation et d'évaluation qui ont présidé à l'établissement des comptes consolidés afférents au dernier exercice; la Commission peut préciser quels sont en l'occurrence les états visés;

b) les résultats du contrôle des états transmis par la compagnie financière à la Commission pour sa situation consolidée à la fin de l'exercice social, confirmant que ces états ont, sous tous égards significativement importants, été établis selon les instructions en vigueur de la Commission. Ils confirment en outre que ces états arrêtés en fin d'exercice sont, pour ce qui est des données comptables, sous tous égards significativement importants, conformes à la comptabilité et aux inventaires, en ce sens qu'ils sont complets, c'est-à-dire qu'ils mentionnent toutes les données figurant dans la comptabilité et dans les inventaires sur la base desquels ils sont établis, et qu'ils sont corrects, c'est-à-dire qu'ils concordent exactement avec la comptabilité et avec les inventaires sur la base desquels ils sont établis; ils confirment également que ces états arrêtés en fin d'exercice ont été établis par application des règles de comptabilisation et d'évaluation présidant à l'établissement des comptes consolidés; la Commission peut préciser quels sont en l'occurrence les états visés; ».

Op de voordracht van de Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK 1. — *Wijzigingen in het koninklijk besluit van 12 augustus 1994 over het toezicht op geconsolideerde basis op kredietinstellingen, beleggingsondernemingen en beheervenootschappen van instellingen voor collectieve belegging*

**Artikel 1.** In artikel 1, 9°, van het koninklijk besluit van 12 augustus 1994 over het toezicht op geconsolideerde basis op kredietinstellingen, beleggingsondernemingen en beheervenootschappen van instellingen voor collectieve belegging, vervangen bij koninklijk besluit van 29 oktober 2007, worden de woorden " , vennootschap voor vermogensbeheer of vennootschap voor plaatsing van orders in financiële instrumenten " vervangen door de woorden "of van vennootschap voor vermogensbeheer en beleggingsadvies".

**Art. 2.** Artikel 6 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 21 november 2005 en 29 oktober 2007, wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidende :

« § 3. De effectieve leiding van de financiële holding, in voorkomend geval het directiecomité, verklaart aan de Commissie dat voornoemde staten die zij voor haar geconsolideerde positie aan het einde van het eerste halfjaar en aan het einde van het boekjaar overmaakt in overeenstemming zijn met de boekhouding en de inventarissen. Daartoe is vereist dat deze staten volledig zijn d.i. alle gegevens bevatten uit de boekhouding en de inventarissen op basis waarvan deze staten worden opgesteld, en juist zijn, d.i. de gegevens correct weergeven uit de boekhouding en de inventarissen op basis waarvan deze staten worden opgesteld. Zij bevestigt het nodige gedaan te hebben opdat de voornoemde staten volgens de geldende richtlijnen van de Commissie opgemaakt zijn, en opgesteld zijn met toepassing van de boekings- en waarderingsregels voor de opstelling van de geconsolideerde jaarrekening, of, voor de rapporteringsstaten die geen betrekking hebben op het einde van het boekjaar, met toepassing van de boekings- en waarderingsregels voor de opstelling van de geconsolideerde jaarrekening met betrekking tot het laatste boekjaar. »

**Art. 3.** In artikel 7, § 2 van hetzelfde besluit, vervangen bij koninklijk besluit van 29 oktober 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in de Franse tekst van de bepaling onder 1° worden de woorden "adoptées conformément" vervangen door de woorden "telles que visées";

b) de bepaling onder 2° wordt vervangen als volgt :

« 2° brengen zij verslag uit bij de Commissie over :

a) de resultaten van het beperkt nazicht van de staten die de financiële holding voor haar geconsolideerde positie aan het einde van het eerste halfjaar aan de Commissie bezorgt waarin bevestigd wordt dat zij geen kennis hebben van feiten waaruit zou blijken dat deze staten per einde halfjaar niet in alle materieel belangrijke opzichten volgens de geldende richtlijnen van de Commissie werden opgesteld. Bovendien bevestigen zij dat deze staten per einde halfjaar, voor wat de boekhoudkundige gegevens betreft in alle materieel belangrijke opzichten in overeenstemming zijn met de boekhouding en de inventarissen, inzake volledigheid, d.i. alle gegevens bevatten uit de boekhouding en de inventarissen op basis waarvan deze staten worden opgesteld, en juistheid, d.i. de gegevens correct weergeven uit de boekhouding en de inventarissen op basis waarvan deze staten worden opgesteld; en bevestigen zij geen kennis te hebben van feiten waaruit zou blijken dat deze staten per einde halfjaar niet zijn opgesteld met toepassing van de boekings- en waarderingsregels voor de opstelling van de geconsolideerde jaarrekening met betrekking tot het laatste boekjaar; de Commissie kan de hier bedoelde staten nader bepalen;

b) de resultaten van de controle van de staten die de financiële holding voor haar geconsolideerde positie aan het einde van het boekjaar aan de Commissie bezorgt waarin bevestigd wordt dat deze staten in alle materieel belangrijke opzichten werden opgesteld volgens de geldende richtlijnen van de Commissie. Bovendien bevestigen zij dat deze staten per einde van het boekjaar, voor wat de boekhoudkundige gegevens betreft in alle materieel belangrijke opzichten in overeenstemming zijn met de boekhouding en de inventarissen, inzake volledigheid, d.i. alle gegevens bevatten uit de boekhouding en de inventarissen op basis waarvan deze staten worden opgesteld, en juistheid, d.i. de gegevens correct weergeven uit de boekhouding en de inventarissen op basis waarvan deze staten worden opgesteld; en bevestigen zij dat deze staten per einde van het boekjaar werden opgesteld met toepassing van de boekings- en waarderingsregels voor de opstelling van de geconsolideerde jaarrekening; de Commissie kan de hier bedoelde staten nader bepalen; ».

CHAPITRE 2. — *Modifications de l'arrêté royal du 20 décembre 1995 relatif aux entreprises d'investissement étrangères*

**Art. 4.** A l'article 11, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 2°, de l'arrêté royal du 20 décembre 1995 relatif aux entreprises d'investissement étrangères, remplacé par l'arrêté royal du 3 juin 2007, les mots "2° ils confirment à la Commission" jusque "les états périodiques visés." sont remplacés par les mots :

« 2° ils font rapport à la Commission bancaire, financière et des Assurances sur :

a) les résultats de l'examen limité des états périodiques visés à l'article 6, alinéa 1<sup>er</sup>, transmis par les succursales à la Commission bancaire, financière et des Assurances à la fin du premier semestre social, confirmant qu'ils n'ont pas connaissance de faits dont il apparaîtrait que ces états périodiques n'ont pas, sous tous égards significativement importants, été établis selon les instructions en vigueur de la Commission bancaire, financière et des Assurances. Ils confirment en outre que les états périodiques arrêtés en fin de semestre sont, pour ce qui est des données comptables, sous tous égards significativement importants, conformes à la comptabilité et aux inventaires, en ce sens qu'ils sont complets, c'est-à-dire qu'ils mentionnent toutes les données figurant dans la comptabilité et dans les inventaires sur la base desquels ils sont établis, et qu'ils sont corrects, c'est-à-dire qu'ils concordent exactement avec la comptabilité et avec les inventaires sur la base desquels ils sont établis; ils confirment également n'avoir pas connaissance de faits dont il apparaîtrait que les états périodiques arrêtés en fin de semestre n'ont pas été établis par application des règles de comptabilisation et d'évaluation qui ont présidé à l'établissement des comptes annuels afférents au dernier exercice; la Commission bancaire, financière et des Assurances peut préciser quels sont en l'occurrence les états périodiques visés;

b) les résultats du contrôle des états périodiques visés à l'article 6, alinéa 1<sup>er</sup>, transmis par les succursales à la Commission bancaire, financière et des Assurances à la fin de l'exercice social, confirmant que ces états périodiques ont, sous tous égards significativement importants, été établis selon les instructions en vigueur de la Commission bancaire, financière et des Assurances. Ils confirment en outre que les états périodiques arrêtés en fin d'exercice sont, pour ce qui est des données comptables, sous tous égards significativement importants, conformes à la comptabilité et aux inventaires, en ce sens qu'ils sont complets, c'est-à-dire qu'ils mentionnent toutes les données figurant dans la comptabilité et dans les inventaires sur la base desquels ils sont établis, et qu'ils sont corrects, c'est-à-dire qu'ils concordent exactement avec la comptabilité et avec les inventaires sur la base desquels ils sont établis; ils confirment également que les états périodiques arrêtés en fin d'exercice ont été établis par application des règles de comptabilisation et d'évaluation présidant à l'établissement des comptes annuels; la Commission bancaire, financière et des Assurances peut préciser quels sont en l'occurrence les états périodiques visés. »

CHAPITRE 3. — *Modifications de l'arrêté royal du 26 septembre 2005 relatif au statut des organismes de liquidation et des organismes assimilés à des organismes de liquidation*

**Art. 5.** A l'article 31, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 26 septembre 2005 relatif au statut des organismes de liquidation et des organismes assimilés à des organismes de liquidation, modifié par l'arrêté royal du 29 octobre 2007, le 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° ils font rapport à la CBFA sur :

a) les résultats de l'examen limité des états périodiques transmis par les organismes de liquidation et les organismes assimilés à des organismes de liquidation à la CBFA à la fin du premier semestre social, confirmant qu'ils n'ont pas connaissance de faits dont il apparaîtrait que ces états périodiques n'ont pas, sous tous égards significativement importants, été établis selon les instructions en vigueur de la CBFA. Ils confirment en outre que les états périodiques arrêtés en fin de semestre sont, pour ce qui est des données comptables, sous tous égards significativement importants, conformes à la comptabilité et aux inventaires, en ce sens qu'ils sont complets, c'est-à-dire qu'ils mentionnent toutes les données figurant dans la comptabilité et dans les inventaires sur la base desquels ils sont établis, et qu'ils sont corrects, c'est-à-dire qu'ils concordent exactement avec la comptabilité et avec les inventaires sur la base desquels ils sont établis; ils confirment

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingen in het koninklijk besluit van 20 december 1995 betreffende de buitenlandse beleggingsondernemingen*

**Art. 4.** In artikel 11, § 1, tweede lid, 2°, van het koninklijk besluit van 20 december 1995 betreffende de buitenlandse beleggingsondernemingen, zoals vervangen bij koninklijk besluit van 3 juni 2007, worden de woorden "2° bevestigen zij aan de Commissie" tot "periodieke staten nader bepalen." vervangen door de woorden :

« 2° brengen zij verslag uit bij de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen over :

a) de resultaten van het beperkt nazicht van de in artikel 6, eerste lid, vermelde periodieke staten die de bijkantoren aan het einde van het eerste halfjaar aan de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen bezorgen waarin bevestigd wordt dat zij geen kennis hebben van feiten waaruit zou blijken dat de periodieke staten per einde halfjaar niet in alle materieel belangrijke opzichten volgens de geldende richtlijnen van de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen werden opgesteld. Bovendien bevestigen zij dat de periodieke staten per einde halfjaar, voor wat de boekhoudkundige gegevens betreft in alle materieel belangrijke opzichten in overeenstemming zijn met de boekhouding en de inventarissen, inzake volledigheid, d.i. alle gegevens bevatten uit de boekhouding en de inventarissen op basis waarvan de periodieke staten worden opgesteld, en juistheid, d.i. de gegevens correct weergeven uit de boekhouding en de inventarissen op basis waarvan de periodieke staten worden opgesteld; en bevestigen zij geen kennis te hebben van feiten waaruit zou blijken dat de periodieke staten per einde halfjaar niet zijn opgesteld met toepassing van de boeking- en waarderingsregels voor de opstelling van de jaarrekening met betrekking tot het laatste boekjaar; de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen kan de hier bedoelde periodieke staten nader bepalen;

b) de resultaten van de controle van de in artikel 6, eerste lid vermelde periodieke staten die de bijkantoren aan het einde van het boekjaar aan de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen bezorgen waarin bevestigd wordt dat de periodieke staten in alle materieel belangrijke opzichten werden opgesteld volgens de geldende richtlijnen van de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen. Bovendien bevestigen zij dat de periodieke staten per einde van het boekjaar, voor wat de boekhoudkundige gegevens betreft in alle materieel belangrijke opzichten in overeenstemming zijn met de boekhouding en de inventarissen, inzake volledigheid, d.i. alle gegevens bevatten uit de boekhouding en de inventarissen op basis waarvan de periodieke staten worden opgesteld, en juistheid, d.i. de gegevens correct weergeven uit de boekhouding en de inventarissen op basis waarvan de periodieke staten worden opgesteld; en bevestigen zij dat de periodieke staten per einde van het boekjaar werden opgesteld met toepassing van de boeking- en waarderingsregels voor de opstelling van de jaarrekening; de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen kan de hier bedoelde periodieke staten nader bepalen. »

HOOFDSTUK 3. — *Wijzigingen in het koninklijk besluit van 26 september 2005 houdende het statuut van de vereffeningsinstellingen en de met vereffeningsinstellingen gelijkgestelde instellingen*

**Art. 5.** In artikel 31, eerste lid van het koninklijk besluit van 26 september 2005 houdende het statuut van de vereffeningsinstellingen en de met vereffeningsinstellingen gelijkgestelde instellingen, zoals gewijzigd bij koninklijk besluit van 29 oktober 2007, wordt de bepaling onder 2° vervangen als volgt :

« 2° brengen zij verslag uit bij de CBFA over :

a) de resultaten van het beperkt nazicht van de periodieke staten die de vereffeningsinstellingen en de met vereffeningsinstellingen gelijkgestelde instellingen aan het einde van het eerste halfjaar aan de CBFA bezorgen waarin bevestigd wordt dat zij geen kennis hebben van feiten waaruit zou blijken dat de periodieke staten per einde halfjaar niet in alle materieel belangrijke opzichten volgens de geldende richtlijnen van de CBFA werden opgesteld. Bovendien bevestigen zij dat de periodieke staten per einde halfjaar, voor wat de boekhoudkundige gegevens betreft in alle materieel belangrijke opzichten in overeenstemming zijn met de boekhouding en de inventarissen, inzake volledigheid, d.i. alle gegevens bevatten uit de boekhouding en de inventarissen op basis waarvan de periodieke staten worden opgesteld, en juistheid, d.i. de gegevens correct weergeven uit de boekhouding en de inventarissen op basis waarvan de periodieke staten worden opgesteld; en bevestigen zij

également n'avoir pas connaissance de faits dont il apparaîtrait que les états périodiques arrêtés en fin de semestre n'ont pas été établis par application des règles de comptabilisation et d'évaluation qui ont présidé à l'établissement des comptes annuels afférents au dernier exercice; la CBFA peut préciser quels sont en l'occurrence les états périodiques visés;

b) les résultats du contrôle des états périodiques transmis par les organismes de liquidation et les organismes assimilés à des organismes de liquidation à la CBFA à la fin de l'exercice social, confirmant que ces états périodiques ont, sous tous égards significativement importants, été établis selon les instructions en vigueur de la CBFA. Ils confirment en outre que les états périodiques arrêtés en fin d'exercice sont, pour ce qui est des données comptables, sous tous égards significativement importants, conformes à la comptabilité et aux inventaires, en ce sens qu'ils sont complets, c'est-à-dire qu'ils mentionnent toutes les données figurant dans la comptabilité et dans les inventaires sur la base desquels ils sont établis, et qu'ils sont corrects, c'est-à-dire qu'ils concordent exactement avec la comptabilité et avec les inventaires sur la base desquels ils sont établis; ils confirment également que les états périodiques arrêtés en fin d'exercice ont été établis par application des règles de comptabilisation et d'évaluation présidant à l'établissement des comptes annuels; la CBFA peut préciser quels sont en l'occurrence les états périodiques visés; ».

*CHAPITRE 4. — Modifications de l'arrêté royal du 21 novembre 2005 organisant la surveillance complémentaire des établissements de crédit, des entreprises d'assurances, des entreprises d'investissement et des sociétés de gestion d'organismes de placement collectif, faisant partie d'un groupe de services financiers, et modifiant l'arrêté royal du 22 février 1991 portant règlement général relatif au contrôle des entreprises d'assurances et l'arrêté royal du 12 août 1994 relatif au contrôle sur base consolidée des établissements de crédit*

**Art. 6.** A l'article 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, de l'arrêté royal du 21 novembre 2005 organisant la surveillance complémentaire des établissements de crédit, des entreprises d'assurances, des entreprises d'investissement et des sociétés de gestion d'organismes de placement collectif, faisant partie d'un groupe de services financiers, et modifiant l'arrêté royal du 22 février 1991 portant règlement général relatif au contrôle des entreprises d'assurances et l'arrêté royal du 12 août 1994 relatif au contrôle sur base consolidée des établissements de crédit, les mots "relative au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements" sont remplacés par les mots "relative au statut et au contrôle des entreprises d'investissement".

**Art. 7.** L'article 12 de l'arrêté royal du 21 novembre 2005 organisant la surveillance complémentaire des établissements de crédit, des entreprises d'assurances, des entreprises d'investissement et des sociétés de gestion d'organismes de placement collectif, faisant partie d'un groupe de services financiers, et modifiant l'arrêté royal du 22 février 1991 portant règlement général relatif au contrôle des entreprises d'assurances et l'arrêté royal du 12 août 1994 relatif au contrôle sur base consolidée des établissements de crédit, est complété par un paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. La direction effective de l'entreprise chargée, conformément au § 2, de la notification des états visés au § 1<sup>er</sup>, le cas échéant le comité de direction, déclare à la Commission que les états qui lui sont transmis par l'entreprise à la fin du premier semestre social et à la fin de l'exercice social, sont conformes à la comptabilité et aux inventaires. Il est à cet effet requis que ces états soient complets, c'est-à-dire qu'ils mentionnent toutes les données figurant dans la comptabilité et dans les inventaires sur la base desquels ils sont établis, et qu'ils soient corrects, c'est-à-dire qu'ils concordent exactement avec la comptabilité et avec les inventaires sur la base desquels ils sont établis. La direction effective confirme avoir fait le nécessaire pour que les états précités soient établis selon les instructions en vigueur de la Commission, ainsi que par application des règles de comptabilisation et d'évaluation présidant à l'établissement des comptes consolidés, ou, s'agissant des états périodiques qui ne se rapportent pas à la fin de l'exercice, par application des règles de comptabilisation et d'évaluation qui ont présidé à l'établissement des comptes consolidés afférents au dernier exercice. »

geen kennis te hebben van feiten waaruit zou blijken dat de periodieke staten per einde halfjaar niet zijn opgesteld met toepassing van de boekings- en waarderingsregels voor de opstelling van de jaarrekening met betrekking tot het laatste boekjaar; de CBFA kan de hier bedoelde periodieke staten nader bepalen;

b) de resultaten van de controle van de periodieke staten die de vereffeningsinstellingen en de met vereffeningsinstellingen gelijkgestelde instellingen aan het einde van het boekjaar aan de CBFA bezorgen waarin bevestigd wordt dat de periodieke staten in alle materieel belangrijke opzichten werden opgesteld volgens de geldende richtlijnen van de CBFA. Bovendien bevestigen zij dat de periodieke staten per einde van het boekjaar, voor wat de boekhoudkundige gegevens betreft in alle materieel belangrijke opzichten in overeenstemming zijn met de boekhouding en de inventarissen, inzake volledigheid, d.i. alle gegevens bevatten uit de boekhouding en de inventarissen op basis waarvan de periodieke staten worden opgesteld, en juistheid, d.i. de gegevens correct weergeven uit de boekhouding en de inventarissen op basis waarvan de periodieke staten worden opgesteld; en bevestigen zij dat de periodieke staten per einde van het boekjaar werden opgesteld met toepassing van de boekings- en waarderingsregels voor de opstelling van de jaarrekening; de CBFA kan de hier bedoelde periodieke staten nader bepalen; ».

*HOOFDSTUK 4. — Wijzigingen in het koninklijk besluit van 21 november 2005 over het aanvullend groepstoezicht op kredietinstellingen verzekeringsondernemingen, beleggingsondernemingen en beheervennootschappen van instellingen voor collectieve belegging in een financiële dienstengroep, en tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 februari 1991 houdende het algemeen reglement betreffende de controle op de verzekeringsondernemingen en het koninklijk besluit van 12 augustus 1994 over het toezicht op geconsolideerde basis op kredietinstellingen*

**Art. 6.** In artikel 1, 3<sup>o</sup> van het koninklijk besluit van 21 november 2005 over het aanvullend groepstoezicht op kredietinstellingen verzekeringsondernemingen, beleggingsondernemingen en beheervennootschappen van instellingen voor collectieve belegging in een financiële dienstengroep, en tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 februari 1991 houdende het algemeen reglement betreffende de controle op de verzekeringsondernemingen en het koninklijk besluit van 12 augustus 1994 over het toezicht op geconsolideerde basis op kredietinstellingen, worden de woorden "inzake het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs" vervangen door de woorden "inzake het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen".

**Art. 7.** Artikel 12 van het koninklijk besluit van 21 november 2005 over het aanvullend groepstoezicht op kredietinstellingen verzekeringsondernemingen, beleggingsondernemingen en beheervennootschappen van instellingen voor collectieve belegging in een financiële dienstengroep, en tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 februari 1991 houdende het algemeen reglement betreffende de controle op de verzekeringsondernemingen en het koninklijk besluit van 12 augustus 1994 over het toezicht op geconsolideerde basis op kredietinstellingen, wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidende :

« § 3. De effectieve leiding van de onderneming die overeenkomstig § 2 instaat voor de rapportering van de in § 1 vermelde staten, in voorkomend geval het directiecomité, verklaart aan de Commissie dat de staten die zij aan het einde van het eerste halfjaar en aan het einde van het boekjaar overmaakt in overeenstemming zijn met de boekhouding en de inventarissen. Daartoe is vereist dat deze staten volledig zijn d.i. alle gegevens bevatten uit de boekhouding en de inventarissen op basis waarvan deze staten worden opgesteld, en juist zijn, d.i. de gegevens correct weergeven uit de boekhouding en de inventarissen op basis waarvan deze staten worden opgesteld. Zij bevestigt het nodige gedaan te hebben opdat de voornoemde staten volgens de geldende richtlijnen van de Commissie opgemaakt zijn, en opgesteld zijn met toepassing van de boekings- en waarderingsregels voor de opstelling van de geconsolideerde jaarrekening, of, voor de periodieke rapporteringsstaten die geen betrekking hebben op het einde van het boekjaar, met toepassing van de boekings- en waarderingsregels voor de opstelling van de geconsolideerde jaarrekening met betrekking tot het laatste boekjaar. »



**Art. 8.** A l'article 16 du même arrêté, le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Les commissaires désignés auprès de compagnies financières mixtes visées au § 1<sup>er</sup> collaborent au contrôle exercé par la Commission, sous leur responsabilité personnelle et exclusive et conformément au présent paragraphe, aux règles de la profession et aux instructions de la Commission. A cette fin :

1° ils évaluent le caractère adéquat des procédures de gestion des risques, des dispositifs de contrôle interne, ainsi que de l'organisation administrative et comptable, visés à l'article 13. Ils communiquent leurs conclusions en la matière à la Commission;

2° ils font rapport à la Commission sur :

a) les résultats de l'examen limité des états visés à l'article 12, transmis par les compagnies financières mixtes à la Commission à la fin du premier semestre social, confirmant qu'ils n'ont pas connaissance de faits dont il apparaîtrait que ces états n'ont pas, sous tous égards significativement importants, été établis selon les instructions en vigueur de la Commission. Ils confirment en outre que ces états arrêtés en fin de semestre sont, pour ce qui est des données comptables, sous tous égards significativement importants, conformes à la comptabilité et avec les inventaires, en ce sens qu'ils sont complets, c'est-à-dire qu'ils mentionnent toutes les données figurant dans la comptabilité et dans les inventaires sur la base desquels ils sont établis, et qu'ils sont corrects, c'est-à-dire qu'ils concordent exactement avec la comptabilité et avec les inventaires sur la base desquels ils sont établis; ils confirment également n'avoir pas connaissance de faits dont il apparaîtrait que ces états arrêtés en fin de semestre n'ont pas été établis par application des règles de comptabilisation et d'évaluation qui ont présidé à l'établissement des comptes consolidés afférents au dernier exercice; la Commission peut préciser quels sont en l'occurrence les états visés;

b) les résultats du contrôle des états visés à l'article 12, transmis par les compagnies financières mixtes à la Commission à la fin de l'exercice social, confirmant que ces états ont, sous tous égards significativement importants, été établis selon les instructions en vigueur de la Commission. Ils confirment en outre que ces états arrêtés en fin d'exercice sont, pour ce qui est des données comptables, sous tous égards significativement importants, conformes à la comptabilité et aux inventaires, en ce sens qu'ils sont complets, c'est-à-dire qu'ils mentionnent toutes les données figurant dans la comptabilité et dans les inventaires sur la base desquels ils sont établis, et qu'ils sont corrects, c'est-à-dire qu'ils concordent exactement avec la comptabilité et avec les inventaires sur la base desquels ils sont établis; ils confirment également que ces états arrêtés en fin d'exercice ont été établis par application des règles de comptabilisation et d'évaluation présidant à l'établissement des comptes consolidés; la Commission peut préciser quels sont en l'occurrence les états visés;

3° ils font d'initiative rapport à la Commission dès qu'ils constatent des décisions, des faits ou des évolutions qui influencent ou peuvent influencer de façon significative les aspects visés aux 1° et 2° et aux articles 9 à 11 ou qui peuvent constituer des violations du présent arrêté.

Sans préjudice des dispositions de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, la Commission peut demander aux commissaires de lui faire des rapports périodiques ou occasionnels sur les aspects précités. »

#### CHAPITRE 5. — Dispositions finales

**Art. 9.** Le Ministre qui a les Finances dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 23 mars 2009.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,  
D. REYNDEERS

**Art. 8.** In artikel 16 van hetzelfde besluit wordt paragraaf 2 vervangen als volgt :

« § 2. De commissarissen aangesteld bij de in § 1 bedoelde gemengde financiële holdings verlenen hun medewerking aan het toezicht van de Commissie, op hun eigen en uitsluitende verantwoordelijkheid en overeenkomstig deze paragraaf, volgens de regels van het vak en de richtlijnen van de Commissie. Daartoe :

1° beoordelen zij het passend karakter van de risicobeheerprocedures, de interne controleprocedures en de administratieve en boekhoudkundige organisatie, als bedoeld in artikel 13. Zij delen hun bevindingen ter zake mee aan de Commissie;

2° brengen zij verslag uit bij de Commissie over :

a) de resultaten van het beperkt nazicht van de in artikel 12 bedoelde staten die de gemengde financiële holdings aan het einde van het eerste halfjaar aan de Commissie bezorgen waarin bevestigd wordt dat zij geen kennis hebben van feiten waaruit zou blijken dat deze staten per einde halfjaar niet in alle materieel belangrijke opzichten volgens de geldende richtlijnen van de Commissie werden opgesteld. Bovendien bevestigen zij dat deze staten per einde halfjaar, voor wat de boekhoudkundige gegevens betreft in alle materieel belangrijke opzichten in overeenstemming zijn met de boekhouding en de inventarissen, inzake volledigheid, d.i. alle gegevens bevatten uit de boekhouding en de inventarissen op basis waarvan deze staten worden opgesteld, en juistheid, d.i. de gegevens correct weergeven uit de boekhouding en de inventarissen op basis waarvan deze staten worden opgesteld; en bevestigen zij geen kennis te hebben van feiten waaruit zou blijken dat deze staten per einde halfjaar niet zijn opgesteld met toepassing van de boeking- en waarderingsregels voor de opstelling van de geconsolideerde jaarrekening met betrekking tot het laatste boekjaar; de Commissie kan de hier bedoelde staten nader bepalen;

b) de resultaten van de controle van de in artikel 12 bedoelde staten die de gemengde financiële holdings aan het einde van het boekjaar aan de Commissie bezorgen waarin bevestigd wordt dat deze staten in alle materieel belangrijke opzichten werden opgesteld volgens de geldende richtlijnen van de Commissie. Bovendien bevestigen zij dat deze staten per einde van het boekjaar, voor wat de boekhoudkundige gegevens betreft in alle materieel belangrijke opzichten in overeenstemming zijn met de boekhouding en de inventarissen, inzake volledigheid, d.i. alle gegevens bevatten uit de boekhouding en de inventarissen op basis waarvan deze staten worden opgesteld, en juistheid, d.i. de gegevens correct weergeven uit de boekhouding en de inventarissen op basis waarvan deze staten worden opgesteld; en bevestigen zij dat deze staten per einde van het boekjaar werden opgesteld met toepassing van de boeking- en waarderingsregels voor de opstelling van de geconsolideerde jaarrekening; de Commissie kan de hier bedoelde staten nader bepalen;

3° brengen zij, op eigen initiatief, verslag uit bij de Commissie zodra zij kennis krijgen van beslissingen, feiten of ontwikkelingen die de in 1° en 2° en de in de artikelen 9 tot 11 bedoelde aspecten op betekenisvolle wijze beïnvloeden of kunnen beïnvloeden, of kunnen wijzen op een overtreding van dit besluit.

Onverminderd het bepaalde in het eerste lid, 3°, kan de Commissie de commissarissen vragen haar periodiek of op haar verzoek over voormelde aspecten verslag uit te brengen. »

#### HOOFDSTUK 4. — Slotbepalingen

**Art. 9.** De Minister bevoegd voor Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 23 maart 2009.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,  
D. REYNDEERS